



# Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée  
25 août 2011  
Français  
Original: anglais

---

## Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs

### Cinquième session

Vienne, 25 et 26 août 2011

## Projet de rapport

### I. Introduction

1. Dans ses résolutions 1/4 et 2/3, par lesquelles elle a mis en place le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs et décidé qu'il poursuivrait ses travaux, la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a accueilli avec satisfaction les conclusions et recommandations du Groupe de travail<sup>1</sup>, et pris note avec intérêt du document d'information établi par le Secrétariat sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces recommandations<sup>2</sup>.
2. Dans sa résolution 3/3, la Conférence a prié le Groupe de travail d'examiner les études existantes et en cours pour le développement des meilleures pratiques en matière de recouvrement d'avoirs dont, mais pas seulement, les études de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés.
3. Dans sa résolution 3/3, la Conférence a également décidé que le Groupe de travail poursuivrait ses travaux pour la conseiller et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne la restitution du produit de la corruption, et qu'il tiendrait au moins deux réunions avant la quatrième session de la Conférence, dans la limite des ressources disponibles.

---

<sup>1</sup> CAC/COSP/WG.2/2009/3.

<sup>2</sup> CAC/COSP/2009/7.



## **II. Organisation de la réunion**

### **A. Ouverture de la réunion**

4. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs a tenu sa cinquième réunion à Vienne, les 25 et 26 août 2011.

5. La réunion était présidée par Eugenio Curia (Argentine). Celui-ci a rappelé le mandat du Groupe de travail et souligné l'importance de la Convention des Nations Unies contre la corruption, premier instrument international qui contient un chapitre sur le recouvrement d'avoirs. Il a noté que les événements politiques récents avaient relancé le débat sur le recouvrement d'avoirs, et que la question de la corruption avait pris une grande importance au sein de diverses instances, au-delà des organes créés en application de la Convention contre la corruption.

6. Le Directeur de la Division des traités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a mis en relief une série d'activités qui avaient contribué à faire avancer les choses dans le domaine du recouvrement d'avoirs et renforcé la contribution de l'UNODC. Il a mentionné les produits d'information élaborés dans le cadre de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) et les efforts visant à accroître l'assistance technique. Il a rappelé que le recouvrement d'avoirs restait un domaine difficile, au niveau pratique comme au niveau politique, et a souligné les avantages d'une analyse de l'expérience passée qui soit fondée sur les affaires de recouvrement d'avoirs qui ont abouti mais aussi sur celles qui n'ont pas abouti. Il a annoncé le lancement du portail TRACK (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge) le 1<sup>er</sup> septembre 2011, et a mis en exergue les avantages potentiels de la création de réseaux de points focaux pour le recouvrement d'avoirs et d'autorités centrales pour l'entraide judiciaire. Enfin, le Directeur a invité le Groupe de travail à examiner le plan de travail pluriannuel proposé par le Secrétariat.

7. Dans sa déclaration, le représentant du Groupe des 77 et de la Chine a présenté ses condoléances à l'Argentine pour le décès prématuré de M. Ariel Walter González, dont il a rappelé la contribution précieuse aux travaux des organes intergouvernementaux des Nations Unies. De nombreux intervenants ont également salué le travail accompli par l'ancien représentant de l'Argentine. Le représentant du Groupe des 77 et de la Chine a souligné que ces derniers avaient pris note du rapport de la quatrième réunion du Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs tenue les 16 et 17 décembre 2010, dans lequel il est rappelé que la restitution des avoirs est un principe fondamental de la Convention. Il a également insisté sur l'importance de la coopération internationale entre les services de détection et de répression. Il a fait observer que l'assistance technique dans le cadre de la préparation d'un dossier, le renforcement des capacités du système de justice pénale, ainsi qu'un engagement international et une confiance mutuelle accrus pour faciliter le recouvrement d'avoirs étaient les clefs du succès. Il a demandé aux États parties de s'accorder l'entraide judiciaire la plus étendue, notamment en faveur des pays en développement. Il a prié instamment tous les États parties de s'efforcer de faciliter le recouvrement d'avoirs et de renforcer leurs capacités en matière de gel, de saisie et de confiscation d'avoirs. Enfin, il a souligné qu'il importait de préparer les États à l'examen de l'application du chapitre V pendant la deuxième phase du Mécanisme d'examen, qui doit débiter en 2015.

8. Soulignant l'impact du blanchiment d'argent sur la croissance de l'économie mondiale, un intervenant a informé le Groupe de travail de différentes actions menées pour lutter contre le blanchiment d'argent, notamment par le biais de la législation, du renforcement des capacités des autorités chargées des enquêtes, du gel et de la confiscation des avoirs, et de la réforme du système judiciaire de manière à renforcer ses capacités et son efficacité.

## **B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

9. Le 25 août, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour suivant:
  1. Questions d'organisation:
    - a) Ouverture de la réunion;
    - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
  2. Application de la résolution 3/3 de la Conférence des États parties et des recommandations du Groupe de travail.
  3. Le recouvrement d'avoirs dans la pratique: analyse d'affaires.
  4. Utilisation de réseaux pour un recouvrement d'avoirs efficace.
  5. Examen d'un plan de travail pluriannuel.
  6. Adoption du rapport.

## **C. Participation**

10. Étaient représentés à la réunion du Groupe de travail les États parties suivants: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

11. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion.

12. Les États signataires suivants étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Irlande, Japon, République arabe syrienne, République tchèque et Soudan.

13. Oman, État doté du statut d'observateur, était également représenté.

14. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée par un observateur.

15. Les services du Secrétariat, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les institutions spécialisées du système des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: Département des opérations de maintien de la paix, Bureau des services de contrôle interne, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Basel Institute on Governance, Institut coréen de criminologie, Banque mondiale et Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

16. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, Secrétariat du Groupe Egmont des cellules de renseignements financiers, Office européen de police, Groupe d'action financière d'Amérique du Sud, Académie internationale de lutte contre la corruption, Organisation internationale de police criminelle, Organisation internationale pour les migrations, Organisation de coopération et de développement économiques et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

17. L'Ordre souverain de Malte, entité tenant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.

---